



INVESTING IN GROWTH THAT
WORKS FOR EVERYONE

—
INVESTIR DANS LA CROISSANCE
ÉCONOMIQUE QUI PROFITE
À TOUT LE MONDE

SOMMAIRE DE LA PRÉSIDENTE : RÉUNION DES MINISTRES DU DÉVELOPPEMENT DU G7



SOMMAIRE DE LA PRÉSIDENTE : RÉUNION DES MINISTRES DU DÉVELOPPEMENT DU G7

1. Du 31 mai au 2 juin 2018, les ministres du G7 responsables de la coopération en matière de développement se sont réunis à Whistler, au Canada, pour discuter de leurs priorités communes concernant certains des problèmes mondiaux les plus urgents dans le domaine du développement et de l'aide humanitaire, y compris la promotion de l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles. Il s'agissait là de la première réunion des ministres du Développement du G7 à avoir lieu depuis le Sommet de Muskoka de 2010 et depuis l'approbation récente par les chefs mondiaux d'une série d'importants plans d'action de développement et d'aide humanitaire internationaux, comme le Programme 2030, le Programme d'action d'Addis-Abeba, le Cadre de Sendai ainsi que le Programme pour l'humanité et le Grand compromis du Sommet humanitaire mondial. Cette année pour la première fois de toute l'histoire du G7 se sont jointes aux ministres pendant une partie de leurs délibérations six jeunes femmes leaders de diverses régions du monde, qui ont fait part de leurs histoires et expériences personnelles en tant qu'adolescentes. Les ministres ont aussi entendu les propos de membres du Conseil consultatif sur l'égalité des sexes du G7 du gouvernement canadien et de conférenciers invités de la société civile et d'organisations internationales, lesquels ont mis à profit leur précieuse expertise et formulé des recommandations. Ensemble, ces voix ont enrichi les discussions et, au bout du compte, ont contribué à éclairer la prise de décisions.
2. À la lumière du thème de la présidence du G7 de 2018, Investir dans la croissance économique qui profite à tout le monde, les ministres se sont penchés sur des solutions à quatre enjeux importants du développement durable : promouvoir le renforcement du pouvoir des adolescentes pour le développement durable; lutter contre l'exploitation sexuelle et les mauvais traitements dans le domaine de l'aide internationale; assurer l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles dans l'action humanitaire; et accélérer l'innovation au service du développement. Au fil de leurs discussions, les ministres ont envisagé des moyens novateurs d'intégrer l'égalité des genres et d'appliquer une analyse comparative entre les genres. Le texte qui suit fait état, du point de vue de la présidente, des points saillants de leurs discussions.

RENFORCEMENT DU POUVOIR DES ADOLESCENTES

3. Il est avéré que la promotion de l'égalité des genres compte parmi les moyens les plus efficaces d'éliminer la pauvreté. Toutefois, pour véritablement renforcer le pouvoir des femmes et des filles, il faut les consulter, respecter leur action et leur autonomie, et les intégrer aux processus de prise de décisions qui touchent leurs vies. Les jeunes femmes que les ministres ont rencontrées sont de jeunes dirigeantes dans leurs communautés respectives, dans divers

domaines comme l'éducation, les peuples autochtones, la santé sexuelle et reproductive et les droits s'y rattachant, la promotion des intérêts des jeunes et la lutte contre les mariages précoces et forcés d'enfants. Elles ont abordé leurs priorités, leurs aspirations et leurs défis. Leurs puissants témoignages ont confirmé que l'adolescence peut se révéler être la période la plus transformatrice dans la vie d'une fille, et que le renforcement des voix des jeunes femmes sera essentiel à l'atteinte des objectifs de l'ambitieux Programme 2030.

4. Les ministres ont diffusé la Déclaration de Whistler sur le renforcement du pouvoir des adolescentes pour favoriser le développement durable, qui souligne l'importance d'adopter une approche intégrée tout au long du cycle de vie pour promouvoir les droits des filles et des femmes et assurer le développement durable. Les ministres ont convenu de redoubler d'efforts pour s'attaquer aux causes profondes de l'inégalité des genres, en particulier les multiples obstacles qui accentuent l'exclusion des adolescentes et qui nuisent à leur capacité à réaliser leur plein potentiel.
5. Les ministres ont convenu que leurs investissements ciblant les adolescentes doivent être globaux, multisectoriels et intégrés et adopter une approche intersectionnelle. Ils ont reconnu l'importance de favoriser et de promouvoir des approches dirigées par des adolescentes et d'être à l'écoute de leurs solutions afin de relever les défis de cette génération. Les ministres se sont entendus sur la nécessité de lutter contre la discrimination et les biais sociaux ancrés contre les femmes et les adolescentes. De nombreux participants ont demandé une collaboration plus étroite avec les partenaires de pays en développement et d'autres intervenants pour veiller à ce que les besoins des adolescentes soient entièrement intégrés dans les politiques nationales et qu'elles aient accès à des services adaptés aux jeunes. D'autres personnes ont aussi soulevé l'importance de renforcer les recherches, les données, les indicateurs et les systèmes de responsabilités liés aux investissements ciblant les adolescentes. Plusieurs initiatives bilatérales et multilatérales novatrices menées par les membres du G7 ont aussi été soulignées, y compris l'initiative Spotlight de l'UE et l'ONU, et le projet de capital humain de la Banque mondiale. Les ministres ont souligné la nécessité de mobiliser les hommes et les garçons, les chefs traditionnels, les médias et les autres agents d'influence en tant que partenaires, pour aider à transformer les normes sociales négatives et les stéréotypes, et promouvoir le rôle positif que peuvent jouer les organisations dirigées par des femmes et des jeunes.
6. Les ministres, les membres du Conseil consultatif sur l'égalité des sexes et les jeunes femmes leaders ont tous souligné à quel point il est important de veiller à ce que l'on procure aux adolescentes des occasions égales d'avoir accès à une éducation de qualité qui soit sûre, inclusive et équitable pendant au moins 12 ans, y compris une formation et une éducation technique et professionnelle axée sur la demande et une formation sur les cybercompétences, comme moyen d'obtenir des emplois significatifs dans l'avenir et de combler l'écart entre les genres dans le monde numérique. Les ministres ont discuté de la nécessité de travailler avec les parents et des communautés pour les sensibiliser à l'importance de relever le statut des filles et des femmes. Ils ont convenu de la valeur que présentent la mobilisation du soutien à tous les échelons – mondial, national et local – et le travail entre les secteurs public et privé, y compris

les organisations dirigées par des femmes et des filles, afin de mettre à l'échelle des initiatives prometteuses et novatrices supplémentaires pour promouvoir le renforcement du pouvoir et les droits des adolescentes dans le développement durable.

7. De nombreux ministres ont identifié des possibilités de promouvoir des approches novatrices axées sur les droits pour s'attaquer aux obstacles auxquels sont confrontées les adolescentes dans l'obtention d'une éducation de qualité, y compris dans les endroits touchés par des conflits et les endroits fragiles. Au nombre des stratégies demandées figuraient les suivantes : donner accès à de l'information et à une gamme complète de services en santé sexuelle et reproductive, dont des services de planification familiale et de prévention des infections transmissibles sexuellement; investir dans les efforts visant à mettre fin à la violence sexuelle fondée sur le genre et les pratiques malveillantes notamment les mariages forcés et précoces d'enfants, et l'excision et la mutilation génitale féminine, et appuyer les survivantes de la violence et de mauvais traitements; et veiller à ce que les filles aient accès à des produits et services de saine nutrition et d'assainissement et d'hygiène adéquats.

EXPLOITATION SEXUELLE ET MAUVAIS TRAITEMENTS

8. Les ministres ont vivement condamné toutes les formes d'exploitation sexuelle et de mauvais traitements, y compris la violence sexuelle et la violence fondée sur le genre, dans les domaines du développement et de l'aide humanitaire. Si les ministres ont reconnu que ces actions ne représentent pas la conduite de la majorité des travailleurs humanitaires, ils se sont toutefois entendus pour affirmer qu'une action collective plus déterminée s'impose afin de renforcer la capacité des systèmes national et international à protéger les bénéficiaires de l'aide internationale contre l'exploitation sexuelle et les mauvais traitements ainsi qu'à y réagir. Les ministres ont échangé de l'information sur les approches individuelles et ont établi des stratégies sur les mesures collectives qui pourraient être prises. À cet égard, ils se sont entendus sur la Déclaration de Whistler sur la protection contre l'exploitation sexuelle et les mauvais traitements dans le domaine de l'aide internationale.

ÉGALITÉ DES GENRES ET RENFORCEMENT DU POUVOIR DES FEMMES ET DES FILLES DANS L'ACTION HUMANITAIRE

9. Les ministres se sont penchés sur plusieurs crises humanitaires urgentes, comme celles qui prévalent en Syrie, au Yémen, à la République démocratique du Congo et au Myanmar. De manière plus générale, ils ont discuté de la mesure dans laquelle les besoins inégaux surchargeaient le système d'aide humanitaire mondial, y compris pour intervenir efficacement à l'égard de quelque 65 millions de personnes déplacées de force. Les ministres se sont dits fortement préoccupés par les attaques perpétrées contre les populations civiles, les travailleurs humanitaires, les écoles et les installations de santé. En l'absence de solutions politiques à long terme pour véritablement tenir compte de la portée et de l'envergure des défis qui existent, ils ont demandé un plus grand respect des principes et du droit humanitaire, y compris un accès absent d'obstructions à l'aide humanitaire, et la sécurité des bénéficiaires de l'aide et

des travailleurs humanitaires, et un resserrement des interventions de protection des droits de la personne. Un certain nombre de participants ont demandé que les partenaires de l'aide humanitaire donnent suite de manière accélérée au Grand compromis.

10. Comme le G7 compte pour quelque 81 % du financement humanitaire à l'échelle internationale, les ministres ont clairement ressenti qu'ils devaient travailler ensemble, ainsi qu'avec d'autres États et partenaires, afin de susciter un changement positif à l'échelle du système d'aide humanitaire de sorte que la protection et l'aide essentielles parviennent pleinement et en toute égalité aux personnes qui en ont le plus besoin. Ils ont exprimé l'engagement commun à travailler différemment pour répondre aux besoins en matière d'aide humanitaire, aux risques et aux vulnérabilités, afin de les réduire. Les ministres ont insisté sur la nécessité de renforcer la collaboration, y compris entre les partenaires non traditionnels et les acteurs locaux, pour s'attaquer aux obstacles urgents à l'accès humanitaire, au sous-financement des urgences prolongées et au lien entre l'aide humanitaire, le développement et la paix. Ils ont exprimé leur souhait que plus d'approches novatrices et de partenariats soient établis pour permettre aux populations touchées de renforcer leur résilience et leur autosuffisance.
11. Les ministres ont affirmé que les femmes et les adolescentes sont de puissantes agentes de changement dans les interventions humanitaires et ont diffusé la Déclaration de Whistler sur l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles dans l'action humanitaire. Ils ont insisté sur l'importance d'appuyer leur participation judicieuse aux processus décisionnels et au leadership, faisant remarquer la relation directe que de telles mesures ont avec la responsabilisation accrue des populations touchées. Un certain nombre de ministres se sont penchés sur la vulnérabilité accrue des femmes et des adolescentes en situation de crise aux mauvais traitements et à la violence mentale, sexuelle et physique, et ces ministres ont mis en lumière la nécessité de veiller à ce qu'elles aient accès à une gamme complète de mécanismes de soutien et de services, y compris en ce qui concerne la santé sexuelle et reproductive et les droits s'y rattachant. Ils ont reconnu la valeur de l'Appel à l'action sur la violence fondée sur le genre. Les ministres se sont engagés à travailler de concert avec les intervenants sur la scène mondiale, y compris les organismes humanitaires, pour favoriser une approche plus délibérée à l'égard de la promotion de l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir dans les programmes d'aide humanitaire, et ont souligné la valeur des données ventilées et des cibles et indicateurs significatifs. Ils ont aussi fait ressortir la nécessité de voir à ce que les politiques sur l'égalité des genres soient mises en œuvre de manière uniforme et systématique sur le terrain. À cet égard, les ministres ont convenu, dans le contexte de la crise actuelle des Rohingyas, de promouvoir et de rechercher une plus grande collaboration, y compris en ce qui concerne les femmes et les filles. Une telle collaboration s'impose grandement de manière plus générale dans les crises humanitaires.

ACCÉLÉRER L'INNOVATION AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT

12. Les ministres ont reconnu la capacité unique que possède le G7 d'encourager l'innovation de manière à accélérer l'impact de l'aide internationale pour le développement durable. Ils ont aussi reconnu que les trois dernières décennies ont été marquées par des réductions considérables de la pauvreté dans le monde, mais pour veiller à ce qu'un plus grand nombre de gens profitent des mêmes avantages, une collaboration sans précédent s'impose entre l'ensemble des secteurs, des institutions et des gouvernements de tous les niveaux. Il s'agit notamment d'innovations susceptibles de renforcer la résilience sociale et économique de ceux qui se trouvent dans des contextes fragiles, qui sont exposés à des maladies potentiellement mortelles ou qui sont vulnérables à des conditions météorologiques extrêmes ou à d'autres catastrophes naturelles. Parallèlement, les ministres ont reconnu que pour promouvoir les améliorations révolutionnaires nécessaires à la concrétisation des ambitions du Programme 2030, il ne suffira pas de procéder de la manière habituelle. Ils se sont donc engagés à travailler ensemble pour alimenter et appuyer des solutions d'avant-garde qui améliorent la rentabilité et qui remettent en question les modèles, les approches et les partenariats traditionnels afin d'améliorer la qualité de vie des gens les plus pauvres et les plus vulnérables. Les ministres se sont engagés à soutenir et à inspirer leurs employés, leurs partenaires et leurs pairs afin qu'ils abordent le développement de manière différente. Il s'agira notamment de promouvoir l'innovation inclusive, d'investir dans des solutions locales, d'encourager la prise de risques intelligents, d'adopter de nouvelles approches à l'égard des programmes et des politiques, de recourir à des données pour diriger la prise de décisions, de relever des solutions pouvant être mises à l'échelle, et de soutenir les mécanismes tenant compte des genres et l'échange de connaissances. En appui à ces efforts, les ministres ont approuvé les Principes de Whistler pour accélérer l'innovation au service du développement.